



Tour Exaltis
61, rue Henri Regnault
92075 Paris La Défense Cedex

Fondation Nationale des Sciences Politiques

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Fondation Nationale des Sciences Politiques

Fondation créée par l'ordonnance du 9 octobre 1945

Siège social : 27 rue Saint-Guillaume 75337 Paris cedex 07

SIREN : 784 308 249

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Au conseil d'administration de la Fondation Nationale des Sciences Politiques,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par le conseil d'administration, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la Fondation Nationale des Sciences Politiques relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la fondation à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Elles ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués, sur le caractère raisonnable des estimations significatives retenues et sur la présentation d'ensemble des comptes, notamment pour ce qui concerne la conformité aux dispositions du règlement ANC n° 2018-06 modifié par le règlement ANC n° 2020-08 du compte de résultat par origine et par destination (CROD) et du compte d'emploi annuel des ressources (CER), ainsi que le caractère approprié des modalités et hypothèses retenues pour leur élaboration, présentées dans la note « 8. Annexe au CROD et CER » de l'annexe aux comptes annuels.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux administrateurs.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la fondation ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre fondation.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit.

En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la fondation à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Le Commissaire aux comptes

Forvis Mazars SA

Paris La Défense, le 21 mai 2025

DocuSigned by:

3DCD59F6CF01441...

Jérôme EUSTACHE

Associé

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTES ANNUELS 2024

SOMMAIRE

BILAN	page 2
COMPTE DE RESULTAT	page 4
ANNEXE	page 7
1. Présentation générale	page 7
1.1. <u>Informations relatives à la Fondation</u>	page 7
1.2. <u>Faits marquants</u>	page 8
1.3. <u>Evènements postérieurs à la clôture</u>	page 8
1.4. <u>Politique de gestion des dotations</u>	page 9
1.5. <u>Informations concernant les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales lorsqu'elles ne sont pas courantes et conclues à des conditions normales</u>	page 9
1.6. <u>Réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés</u>	page 9
1.7. <u>Principes, règles et méthodes comptables</u>	page 9
2. Notes sur le bilan	page 10
2.1. <u>Actif immobilisé</u>	page 10
2.2. <u>Actif circulant</u>	page 14
2.3. <u>Fonds Propres</u>	page 18
2.4. <u>Dettes</u>	page 24
3. Notes sur le compte de résultat	page 30
3.1. <u>Produits d'exploitation</u>	page 30
3.2. <u>Charges d'exploitation</u>	page 31
3.3. <u>Charges et produits financiers</u>	page 31
3.4. <u>Charges et produits exceptionnels</u>	page 31
3.5. <u>Charges et produits vis-à-vis des filiales</u>	page 31
3.6. <u>Contributions volontaires en nature</u>	page 32
4. Autres informations	page 33
4.1. <u>Effectifs</u>	page 33
4.2. <u>Honoraires du commissaire aux comptes</u>	page 33
4.3. <u>Tableau des filiales</u>	page 34
4.4. <u>Engagements hors bilan reçus</u>	page 34
4.5. <u>Engagements hors bilan donnés</u>	page 35
5. tableau de rapprochement entre le Compte de Résultat et le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)	page 39
6. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)	page 40
7. Compte Emplois Ressources (CER)	page 42
8. Annexe au CROD et CER	page 43
8.1. <u>Présentation générale du CROD & CER</u>	page 43
8.2. <u>Processus d'élaboration du CROD et CER</u>	page 43
8.3. <u>Détail des ressources collectées auprès du public (selon les distinctions propres à la FNSP)</u>	page 44
8.4. <u>Modalités de répartition des emplois et des ressources</u>	page 44
8.5. <u>État des effectifs bénévoles s'il y a appel public au bénévolat</u>	page 44

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Bilan au 31 décembre 2024

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023			
ACTIF	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net	PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
ACTIF IMMOBILISE					FONDS PROPRES		
Immobilisations incorporelles					Fonds propres sans droit de reprise		
Frais d'établissement					Fonds propres statutaires	4 817 396	4 817 396
Frais de recherche et développement					Fonds propres complémentaires		
Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	12 790 701	(11 287 787)	1 502 914	1 196 058	Fonds propres avec droit de reprise		
Immobilisations incorporelles en cours	601 202		601 202	345 064	Fonds statutaires		
Avances et acomptes					Fonds propres complémentaires	696 888	696 888
Immobilisations corporelles					Écarts de réévaluation	2 900 668	2 900 668
Terrains	81 414 855		81 414 855	81 414 855	Réserves		
Constructions	228 959 814	(84 590 613)	144 369 201	150 807 076	Réserves statutaires ou contractuelles	1 823 109	1 823 109
Autres immobilisations	46 064 051	(38 234 572)	7 829 479	8 561 156	Réserves immobilisée		
Immobilisations corporelles en cours	1 082 277		1 082 277	387 578	Réserves facultatives		
Avances et acomptes					Réserves pour projet de l'entité	58 321 501	58 321 501
Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés	94 444		94 444	94 444	Autres		
					Report à nouveau	4 790 463	2 116 648
					Excédent ou déficit de l'exercice	5 735 891	2 673 815
Immobilisations financières							
Participations et Créances rattachées	1 376 592	(1 149 046)	227 546	242 469	Situation nette (sous total)	79 085 917	73 350 025
Autres titres immobilisés	790 308	(7 015)	783 292	781 301	Fonds propres consommables	1 400 000	1 600 000
Prêts					Subventions d'investissement	14 374 420	14 810 729
Autres Dépôts et cautionnements	917 206		917 206	812 010	Subventions réglementés		
Total I	374 091 449	(135 269 034)	238 822 416	244 642 010	Total I	94 860 337	89 760 754

ACTIF	31/12/2024			31/12/2023	PASSIF	31/12/2024	31/12/2023
	Brut	Amortissements et dépréciations	Net	Net			
ACTIF CIRCULANT					FONDS REPORTES ET DÉDIES		
					Fonds Reportés liés aux legs ou donations	126 125	117 310
Stocks et en-cours					Fonds dédiés	25 568 093	25 075 081
Créances					Total II	25 694 218	25 192 391
Clients et comptes rattachés	32 748 384	(966 857)	31 781 528	32 470 661	PROVISIONS		
Créances reçues par legs ou donations	33 313		33 313	24 454			
Autres					Provisions pour risques	1 349 058	535 798
Personnel					Provisions pour charges	25 339 634	22 146 994
Etat et autres collectivités publiques	21 564 680	(416 278)	21 148 402	19 938 924	Total III	26 688 692	22 682 792
Groupe et associés				29 720	DETTES		
Contrats	7 425 977	(100 000)	7 325 977	13 338 521			
Autres débiteurs	2 402 161	(100 000)	2 302 161	1 910 103	Emprunts obligataires et assimilés (titres associatifs)		
					Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	168 900 472	175 664 048
Valeurs mobilières de placement	18 000 000	(131 041)	17 868 959	17 771 856	Emprunts et dettes diverses		
Instruments de trésorerie					Avances et acomptes reçus commandes		
Disponibilités	109 610 512		109 610 512	102 795 460	Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 889 663	7 558 224
					Dettes des legs ou donations	1 632	1 588
Charges constatées d'avance	4 865 592		4 865 592	4 859 760	Dettes fiscales et sociales	12 501 617	18 136 223
					Dettes sur immobilisations	2 619 347	2 626 178
Total II	196 650 619	(1 714 176)	194 936 444	193 139 458	Avances Subventions	28 550 558	26 307 495
					Autres dettes	4 355 881	3 746 821
Frais d'émission d'emprunts (III)					Instruments de trésorerie		
					Produits constatés d'avance	60 682 127	66 114 661
Primes de remboursement des emprunts (IV)					Total IV	286 501 297	300 155 238
Écarts de conversion Actif (V)	620		620	12 888	Écarts de conversion Passif (V)	14 936	3 182
TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	570 742 689	(136 983 209)	433 759 479	437 794 356	TOTAL GÉNÉRAL (I + II + III + IV + V)	433 759 479	437 794 356

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

Compte de Résultat au 31 décembre 2024

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS D'EXPLOITATION		
Ventes de biens et services		
Ventes de biens	4 481	6 292
dont ventes de dons en nature		
Ventes de prestations de service	110 374 532	102 758 102
dont parrainages	792 608	936 036
Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation	97 804 559	95 296 027
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable	200 000	200 000
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels	1 442 551	1 468 054
Mécénats	3 553 810	4 115 176
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières	8 132 344	8 006 706
Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges	1 551 379	2 555 357
Utilisations des fonds dédiés	9 262 087	7 930 939
Produits des activités annexes		
Autres produits	2 275 568	2 112 075
Total I	234 601 312	224 448 727
CHARGES D'EXPLOITATION		
Achats de marchandises		
Variation de stocks		
Autres achats et charges externes	(46 514 255)	(45 364 492)
Aides financières	(15 027 825)	(14 203 289)
Impôts, taxes et versements assimilés	(2 409 649)	(2 275 869)
Salaires et traitements	(90 549 469)	(86 932 320)
Charges sociales	(42 717 624)	(40 031 192)
Dotations aux amortissements et aux dépréciations	(11 089 555)	(10 167 197)
Dotations aux provisions	(6 239 320)	(4 780 953)
Reports en fonds dédiés	(9 755 099)	(10 777 997)
Autres charges	(2 922 682)	(2 349 333)
Total II	(227 225 479)	(216 882 641)
RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	7 375 834	7 566 086

	31/12/2024	31/12/2023
PRODUITS FINANCIERS		
De participation	756	84 765
D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé	2 330 293	578 166
Autres intérêts et produits assimilés	1 495	296
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charge	102 243	20 396
Différences positives de change	106 079	74 028
Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total III	2 540 867	757 650
CHARGES FINANCIERES		
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions	(19 071)	(1 085 852)
Intérêts et charges assimilées	(4 537 027)	(4 711 208)
Différences négatives de change	(16 133)	(49 189)
Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
Total IV	(4 572 231)	(5 846 248)
RÉSULTAT FINANCIER (III - IV)	(2 031 365)	(5 088 599)
RÉSULTAT COURANT avant impôts (I - II + III - IV)	5 344 469	2 477 487
PRODUITS EXCEPTIONNELS		
Sur opérations de gestion	61 596	78 685
Sur opérations en capital	528 359	617 757
Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
Total V	589 955	696 442
CHARGES EXCEPTIONNELLES		
Sur opérations de gestion	(198 328)	(337 714)
Sur opérations en capital	(203)	(162 401)
Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
Total VI	(198 532)	(500 114)
RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V - VI)	391 423	196 328
Participations des salariés aux résultats (VII)		
Impôts sur les bénéfices (VIII)		
Total des produits (I + III + V)	237 732 134	225 902 819
Total des charges (II + IV + VI + VII + VIII)	(231 996 242)	(223 229 004)
EXCÉDENT OU DÉFICIT	5 735 891	2 673 815

	31/12/2024	31/12/2023
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Dons en nature		
Prestations en nature	(29 656 478)	(29 841 159)
Bénévolats		
TOTAL	(29 656 478)	(29 841 159)
CHARGES DES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
Secours en nature		
Mises à disposition gratuite de biens	5 889 072	5 889 072
Prestations en nature	23 767 406	23 952 087
Personnel bénévole		
TOTAL	29 656 478	29 841 159

ANNEXE

1. Présentation générale

1.1. Informations relatives à la Fondation

La Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP) est une fondation de droit privé qui a pour objet de favoriser le progrès et la diffusion, en France et à l'étranger, des sciences politiques, économiques et sociales.

Elle détermine les grandes orientations stratégiques, assure la gestion administrative et financière de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, établissement public à caractère scientifique, et en détermine les moyens de fonctionnement.

La Fondation assure quatre missions institutionnelles :

- La recherche, spécialisée en sciences humaines et sociales dans les disciplines de l'histoire, de l'économie, de la sociologie, de la science politique et du droit ;
- La formation (initiale et continue) proposée à tous les niveaux de l'enseignement supérieur : Collège universitaire, Ecoles et masters, doctorats ;
- La documentation qui permet l'accès à une riche collection d'ouvrages et de revues relevant des sciences humaines et sociales, accessibles sous format papier et numérique ;
- L'édition universitaire, avec les Presses de Sciences Po qui contribuent à la diffusion de la production intellectuelle française en sciences sociales et humaines et constituent un instrument de rayonnement national et international.

Afin d'assurer ces missions, elle s'appuie sur divers moyens :

- Elle passe des conventions avec l'État, les universités, toutes collectivités publiques ou privées, ou des particuliers, en vue de participer au fonctionnement d'établissements publics ou privés d'enseignement ou de recherche.
- Elle a recours à la générosité des particuliers, auprès des diplômés et amis de Sciences Po, ainsi qu'au mécénat d'entreprises.

1.2. Faits marquants sur l'exercice

L'Institution a été affectée sur l'année 2024 par divers événements : démission du directeur Mathias Vicherat en mars 2024, nomination de Jean Bassères en tant qu'administrateur provisoire, et enfin nomination de Luis Vassy le 28 septembre 2024. L'école a également fait l'objet de mobilisations étudiantes dans le cadre du conflit entre Israël et le Hamas, et d'une médiatisation importante.

Sur le plan académique, ces différents événements n'ont pas eu d'impact sur notre attractivité. En effet, le bilan des admissions de l'année universitaire 2024-2025 reste toujours très positif avec près de 27 000 candidats soit environ +9% de candidatures supplémentaires. Cette progression concerne à la fois le Collège Universitaire (grâce aux doubles diplômes et aux candidats CEP, du fait de l'élargissement des lycées conventionnés) et les Masters (en augmentation sur la procédure française). Le taux de sélectivité est toujours aussi fort.

Les droits de scolarités restent en croissance sous l'effet de l'augmentation du barème des droits de +7,5% pour l'année scolaire 2023-2024 et de +3,5% pour l'année scolaire 2024-2025.

Par ailleurs, la planification du projet de rénovation de l'hôtel de la Meilleraye se poursuit. Une dotation complémentaire de 2,7 M€ a été constituée dans le cadre de l'opération de relogement.

Enfin, dans le cadre du renouvellement des investissements informatiques du site de Saint-Thomas, une analyse plus fine des investissements liés au réseau IT a conduit à un changement d'estimation de la durée d'amortissement de certains éléments, passant ainsi de 30 ans à 3 ans. Ce changement d'estimation a conduit à une dotation complémentaire de +1,1 M€.

1.3. Événements postérieurs à la clôture

Les actions en vue du rétablissement de la confiance entre Sciences Po et certains de ses mécènes et financeurs se poursuivent. Néanmoins, la situation reste compliquée avec certains partenaires. Ainsi, les financements assurés par les collectivités locales pour le campus de Menton sont pour le moment incertains.

L'année 2025 est également une année de montée en puissance sur le projet immobilier de rénovation de l'hôtel de la Meilleraye. A la suite de la publication de l'avis d'appel public à la concurrence en novembre 2024, trois groupements ont été sélectionnés au printemps 2025 pour la phase de dialogue compétitif à l'issue de laquelle sera désigné en 2026 le groupement chargé du Marché Public Global de Performance du projet.

1.4. Politique de gestion des dotations

Il n'existe pas à la FNSP de politique de gestion des dotations. En revanche, le maintien de la valeur de la dotation initiale non consommable s'élevant à 4 817 k€, à laquelle s'ajoute l'écart de réévaluation de 1974 de 2 901 k€ doit être assuré. Ce point est validé par l'évaluation annuelle réalisée par un expert de nos biens immobiliers constituant la dotation initiale.

Au 31 décembre 2024, la valeur nette comptable des actifs constituant la dotation initiale est précisée au paragraphe 2.1 soit un total de 1 707 k€. La valeur vénale, suivant l'expertise menée le 23 décembre 2024 par Cushman & Wakefield, s'élève à 103 240 k€.

1.5. Informations concernant les transactions effectuées avec des personnes physiques ou morales lorsqu'elles ne sont pas courantes et conclues à des conditions normales

Aucune transaction n'a été réalisée à des conditions non courantes.

1.6. Réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés

En 2024, aucune réaffectation des ressources dédiées à des projets finalisés n'a été effectuée.

1.7. Principes, règles et méthodes comptables

Les comptes annuels de l'exercice 2024 sont établis et présentés conformément au règlement ANC 2018-06 du 5 décembre 2018 (précisé et amendé par le règlement 2020-08), relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif.

La FNSP établit ses comptes annuels dans le respect des principes du plan comptable général, conformément au règlement n° 2018-07 du 10 décembre 2018, modifiant le règlement ANC N° 2014-03 du 5 juin 2014 pour les dispositions non couvertes par le règlement ci-dessus.

Les comptes sont établis dans le respect des principes de prudence, d'image fidèle, de régularité et sincérité, de comparabilité et continuité d'activité ainsi que de permanence des méthodes.

2. Notes sur le bilan

2.1. Actif immobilisé

Les actifs corporels non consommables détenus par la FNSP concernent le terrain et le bâtiment situé au 27 rue Saint Guillaume à Paris. Ces deux actifs sont inscrits au patrimoine depuis le 1^{er} janvier 1974. La valeur nette au 31/12/2024 de ces deux actifs représente pour le terrain un montant de 1 707 k€ et une valeur nulle pour le bâtiment. L'expertise effectuée en 2024 valorise ces actifs pour une valeur vénale de 103 240 k€.

2.1.1 Immobilisations incorporelles – Valeurs brutes

En k€	Notes de renvoi	31/12/2023	Transferts	Augmentations	Retraitement	Diminutions	31/12/2024
Logiciels	(1)	16 017	215	435	0	-3 876	12 791
Immobilisations incorporelles en cours		345	-215	471	0	0	601
TOTAL		16 362	0	906	0	-3 876	13 392

(1) Le poste « Logiciels » (12 791 k€) diminue de -3 226 k€ essentiellement en raison de la mise aux rebuts d'actifs antérieurs à 2005 suite à l'inventaire effectué sur l'exercice 2024 pour un montant de -3 876 k€ totalement amorti.

Les immobilisations incorporelles, principalement des logiciels, sont comptabilisées à leur coût d'acquisition augmenté des coûts de développement, et en particulier des coûts d'assistance externe, qui sont intégrés dans le coût d'acquisition de ces immobilisations.

2.1.2 Immobilisations incorporelles – Amortissements et dépréciations

En k€	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Amortissements droits, concessions, logiciels	14 821	343	-3 876	11 288
TOTAL	14 821	343	-3 876	11 288

Les immobilisations incorporelles sont amorties sur une durée de 3 à 10 ans, à compter de la date de leur mise en service.
Concernant les immobilisations incorporelles, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

2.1.3 Immobilisations corporelles – Valeurs brutes

En k€	Notes de renvoi	31/12/2023	Transferts	Augmentations	Retraitement	Diminutions	31/12/2024
Terrains		81 415	0	0	0	0	81 415
Bâtiments	(1)	114 261	0	0	-222	0	114 039
Installat° et aménagts sur immos en propriété	(2)	102 568	143	1 071	0	-1 190	102 593
Installat° et aménagts sur immos en location		12 090	0	237	0	0	12 328
Matériels de transport		187	0	0	0	-21	166
Matériels et mobiliers de bureau	(3)	11 748	0	256	0	-2 897	9 107
Matériels informatique	(4)	21 910	0	1 039	0	-2 170	20 778
Matériels divers		949	0	178	0	-235	892
Matériels reprographique		368	0	0	0	-252	117
Matériels audiovisuel	(5)	16 118	0	874	0	-1 987	15 004
Immobilisations corporelles en cours		388	-143	838	0	0	1 082
Legs		94	0	0	0	0	94
TOTAL		362 097	0	4 493	-222	-8 753	357 615

- (1) Le poste « Bâtiments » (114 039 k€) comprend les immeubles détenus rue St Guillaume, rue des St Pères, rue de l'Université, rue de la Chaise, et Place St Thomas. En 2024 ce poste diminue en raison de la prise en charge des frais complémentaires de dépollution du site de St Thomas par le ministère des Armées pour un montant de -222 k€ conformément aux modalités du contrat d'acquisition.
- (2) Le poste « Installations et aménagements sur immeuble en propriété » (102 593 k€) reste stable, essentiellement en raison de la mise en service des installations et aménagements liés à l'entretien des campus pour un montant de 1 214 k€ compensé par la sortie des actifs totalement amortis d'une partie du réseaux IT du site de St Thomas pour un montant de -1 190 k€ du fait de son remplacement.
- (3) Le poste « Matériels et mobiliers de bureau » diminue sur l'exercice de -2 641 k€ essentiellement en raison de la mise au rebut d'actifs antérieurs à 2005 suite à l'inventaire effectué sur l'exercice 2024 pour un montant de -2 897 k€ totalement amortis.

- (4) Le poste « Matériels informatiques » (20 778 k€) diminue de -1 132 k€, notamment en raison de la mise au rebut d'actifs antérieurs à 2005 suite à l'inventaire effectué sur l'exercice 2024 pour un montant de -2 170 k€ totalement amortis. Mais également en raison des acquisitions de biens pour les infrastructures réseaux pour un montant de 282 k€ et de nouveaux équipements (PC, écrans...) pour un montant de 757 k€.
- (5) Le poste « Matériels audiovisuels » (15 004 k€) diminue de -1 114 k€ sur l'exercice. Il s'agit essentiellement de la mise au rebut d'actifs antérieurs à 2005 suite à l'inventaire effectué sur l'exercice 2024 pour un montant de -1 987 k€ totalement amortis.

Le coût d'acquisition des immobilisations corporelles inclut les frais accessoires constitués par toutes les charges externes directement attribuables à l'acquisition ou à la mise en place des biens : droits de mutation, taxes, honoraires, commissions, frais d'actes, coût de préparation du site.

2.1.4 Immobilisations corporelles – Amortissements

En k€	Notes de renvoi	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Terrains		0	0	0	0
Bâtiments		26 567	2 651	0	29 218
Installat° et aménagts sur immos en propriété	(1)	41 646	4 831	-1 190	45 286
Installat° et aménagts sur immos en location		9 900	187	0	10 086
Matériels de transport		152	32	-21	163
Matériels et mobiliers de bureau		8 912	501	-2 897	6 517
Matériels informatiques		19 664	1 316	-2 170	18 810
Matériels divers		871	41	-235	676
Matériels reprographique		362	2	-252	112
Matériels audiovisuel		12 758	1 186	-1 987	11 957
TOTAL		120 832	10 746	-8 753	122 825

- (1) Au cours de l'exercice 2024 un changement d'estimation est intervenu sur une partie du réseau IT de St Thomas mis en service en novembre 2021 (1 190 k€) passant l'amortissement de 30 ans à 3 ans. Ce changement d'estimation a conduit à amortir sur l'exercice un montant supplémentaire de dotations de +1 069 k€.

Les immobilisations sont amorties selon le mode linéaire, les durées d'amortissement selon l'application de la méthode de l'approche par composants sont les suivantes :

Constructions.....	40 ans
Gros œuvres et façades.....	40 ans
Installations générales, agencements, aménagements divers	30 et 15 ans
Matériel de transport.....	3 ans
Mobiliers et matériel de bureau.....	3 à 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériels reprographique, audiovisuel et divers.....	5 ans

Concernant les immobilisations corporelles, aucune dépréciation n'a été comptabilisée.

2.1.5 Immobilisations financières

En k€	Valeur brute 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Valeur brute 31/12/24
Titres de participation	527			527
Créances rattachées à des participations (1)	850			850
Autres titres immobilisés	789	1		790
Dépôts garanties et cautionnement	812	112	-7	917
TOTAL	2 978	113	-7	3 084

(1) Prêt à la Librairie 850K€

Les immobilisations financières de la FNSP passent de 2 978 k€ en 2023 à 3 084 k€ en 2024.

Les titres de participation représentent la détention des trois filiales de la FNSP (Les Presses, La Librairie, et Sciences Po Services).

Ces titres sont enregistrés à leur coût d'acquisition en valeur brute. Chaque année un test de dépréciation est effectué en fonction de la situation nette de chaque filiale. Une dépréciation de 299 k€ est comptabilisée pour la totalité des titres de la Librairie.

Le prêt consenti en 2021 à la Librairie des Sciences Politiques a fait l'objet d'un avenant en 2022 afin de modifier les modalités de remboursement dont la première échéance est exigible le 21 juin 2024. La situation financière de la Librairie n'a pas permis d'honorer l'échéance exigible en 2024. Au 31 décembre 2023, ce prêt a fait l'objet d'une dépréciation à 100% ; cette dépréciation est maintenue au 31 décembre 2024. La reprise de provision s'effectuera lors des prochains exercices à hauteur des remboursements effectués par l'emprunteur.

Les autres titres immobilisés sont les valeurs mobilières de placement dont la détention par la FNSP est durable et correspondent à la dotation complémentaire non consommable (cf. § 2.3.2 Fonds propres avec droit de reprise). Il s'agit initialement de dons, donations ou legs devant être placés en vue de produire un revenu annuel destiné à financer des bourses ou la création d'une chaire. Les placements à long terme sont dépréciés par comparaison avec leur valeur d'inventaire. Une moins-value latente de 7 k€ a été constatée sur certains de ces titres, les autres titres font apparaître à la banque une plus-value latente de 254 k€, soit une plus-value nette latente de 247 k€.

En 2024, le poste dépôts et cautionnements varie de +105 k€. Cette augmentation correspond principalement à l'actualisation des dépôts de garantie des locaux situés à Paris (95 k€).

Au 31/12/2024, les dépôts et cautionnements concernent presque exclusivement des loyers versés d'avance pour des locaux situés à Paris pour un montant de 896 k€.

2.2. Actif circulant

2.2.1 Créances clients et assimilés

En k€	Valeur brute 31/12/24	Dépréciations (cumul au 31/12/2024)	Valeur nette 31/12/24	Valeur nette 31/12/23
Créances - clients	2 050	-290	1 760	1 634
Créances - étudiants, redevances de scolarité	24 633	-616	24 018	24 647
Créances - entreprises, formation continue	2 946	-62	2 884	2 811
Clients - Factures à établir	3 119	0	3 119	3 378
TOTAL	32 748	-967	31 782	32 471

Les créances clients nettes et comptes rattachés passent de 32 471 k€ au 31 décembre 2023 à 31 782 k€ au 31 décembre 2024.

Les créances présentant un risque de non-recouvrement sont dépréciées en fonction des risques les plus probables à la date d'arrêté des comptes et de l'ancienneté des créances.

2.2.2 Autres créances

En k€	Valeur brute 31/12/24	Provisions pour Dépréciations	Valeur nette 31/12/24	Valeur nette 31/12/23
Créances reçues par legs	33		33	24
Personnel	0		0	0
Etat - Subventions	21 565	-416	21 148	19 939
Groupes et associés	0		0	30
Contrats	7 426	-100	7 326	13 339
Autres débiteurs	2 402	-100	2 302	1 910
TOTAL	31 426	-616	30 810	35 242

Les autres créances nettes passent de 35 242 k€ au 31 décembre 2023 à 30 810 k€ au 31 décembre 2024. Cette baisse de -4 432 k€ est due à la diminution du poste « Contrats » pour un montant de -6 013k€ à la suite des encaissements des produits à recevoir principalement du fonds de dotation Marc Ladreit de Lacharrière (1 250k€), Project Liberty (1 520k€) et Education Above All (372 k€). Mais également à la hausse du poste « Etat – Subventions » pour un montant 1 209 k€ en raison notamment de l'augmentation des produits à recevoir auprès de l'ANR sur les projets SPICE-X (1 023 k€) et TIERED (791 k€).

A la clôture de l'exercice 2024, à la suite des événements qui ont agité les campus de Paris et Menton des financements ont été suspendus. En conséquence une provision pour dépréciation sur les créances des collectivités a été comptabilisée pour un montant de -416 k€. Le risque de créances impayées concerne le CRIF (249 k€) et la région PACA (167k€). Une provision pour dépréciation des créances de mécénat d'un montant de -100 k€ a également été constituée sur l'exercice 2024.

2.2.3 Valeurs Mobilières de Placement

En k€	Valeur brute 31/12/23	Augmentations	Diminutions	Valeur brute 31/12/24
OPC (Ex OPCVM)	500	0	0	500
Produits structurés	1 000	53	-53	1 000
Contrats de capitalisation	13 500	0	0	13 500
Obligations	3 000	30	-30	3 000
TOTAL	18 000	83	-83	18 000

Les valeurs mobilières de placement et assimilés détenues par la FNSP sont restées stables pour un montant de 18 000 k€ au 31/12/2024.

Les valeurs mobilières de placement sont enregistrées à leur valeur historique et font l'objet d'une dépréciation si leur valeur liquidative au 31 décembre est inférieure à cette dernière.

Sur les 18 000 k€ de placements à l'actif circulant en 2024, il a été constaté une dépréciation de -131 k€ principalement sur le placement obligataire émis par la Banque Postale (-127 k€).

2.2.4 Charges constatées d'avance et produits à recevoir

Les charges constatées d'avance de l'exercice sont stables, passant de 4 859 k€ au 31 décembre 2023 à 4 866 k€ au 31 décembre 2024. Elles sont principalement composées de charges sur loyers (1 649 k€), de bourses de scolarité (1 372 k€).

Les produits à recevoir diminuent de 5 891 k€, passant de 17 318 k€ à fin 2023 à 11 427 k€ à fin 2024. Ils sont constitués principalement des mécénats à recevoir et contributions financières à hauteur de 7 379 k€, de factures à établir pour un montant de 2 613 k€, dont 1 265 k€ relatives aux droits de scolarité et 877 k€ aux prestations de la formation continue. La comptabilisation des produits à recevoir, au titre des mécénats en particulier, ressort de l'analyse juridique des conventions qui a été faite par la fondation.

2.2.5 Degré de liquidité des créances

En k€	Montant au bilan	Échéance	
		A moins d'un an	A plus d'un an
Créances clients et comptes rattachés	31 782	31 555	226
Créances reçues par legs	33	33	
Personnel			
Etat et autres collectivités publiques	21 148	20 193	955
Groupe et associés			
Contrat	7 326	6 306	1 019
Autres débiteurs	2 302	2 302	
Charges constatées d'avance	4 866	4 866	
TOTAL	67 457	65 256	2 201

Les créances à moins d'un an s'élèvent à 65 256 k€. Le montant des créances à plus d'un an est de 2 201 k€ principalement pour des appels à dons de mécénats et contributions financières (1 019 k€) et des subventions de l'Etat et des collectivités publiques (955 k€).

2.3. Fonds Propres

2.3.1 Variation des fonds propres

Variation des Fonds Propres en k€	À l'ouverture de l'exercice	Affectation du résultat		Augmentation		Diminution ou Consommation		À la clôture de l'exercice
	Montant	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant	Dont générosité du public	Montant
Fonds propres sans droit de reprise	4 817							4 817
Fonds propres avec droit de reprise	697			0	0	0		697
Ecart de réévaluation	2 901							2 901
Réserves	60 145							60 145
Report à nouveau	2 117	2 674						4 790
Excédent ou déficit de l'exercice	2 674	-2 674		5 736				5 736
<i>Situation nette</i>	<i>73 350</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>5 736</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>0</i>	<i>79 086</i>
Fonds propres consommables	1 600			0		-200		1 400
Subventions d'investissement	14 811			90		-526		14 374
Provisions réglementées	0							0
TOTAL	89 761	0	0	5 826	0	-726	0	94 860

À la suite de l'approbation des comptes 2023, signée lors du conseil d'administration du 22 mai 2024, l'excédent de résultat de l'exercice 2023 de 2 674 k€ a été affecté en report à nouveau, portant son montant à 4 790 k€.

2.3.2 Fonds propres avec droit de reprise

Ce poste, correspondant à des donations affectées à des actions définies et identifiables non consommables, n'a pas évolué en 2024.

L'ensemble des dotations reçues avec droit de reprise s'élève à 697 k€ au 31 décembre 2024, et a fait l'objet de placements financiers portés au niveau des immobilisations financières.

2.3.3 Fonds propres consommables

Le fonds consommable AXA est utilisé et dédié au financement des frais de fonctionnement du centre AxPo à hauteur d'un dixième par an. Un montant de 200 k€ a été consommé au titre de l'année 2024. Le solde restant à utiliser s'élève à 1 400 k€ à la clôture 2024.

2.3.4 Subventions d'investissement

En k€	Autorité versante	Montant initial	Reprise cumulée au 31/12/23	Montant viré au résultat de 2024	Reprise cumulée au 31/12/24	Montant net au 31/12/24
Subvention travaux rue de la chaise	Autres fonds	79	-49	-4	-53	27
	Fonds nationaux	15	-6	-3	-9	6
Subvention travaux rue des St Pères	Fonds nationaux	1 111	-1 111	0	-1 111	0
Subvention travaux rue St Guillaume	Fonds nationaux	645	-624	-7	-631	14
	Autres fonds	8	-7	0	-7	1
Subvention travaux Bibliothèque	Fonds nationaux	4 573	-3 225	-76	-3 301	1 272
	Fonds de collectivités territoriales	1 600	-1 462	-9	-1 471	128
Subvention rayonnage CHEVS	Autres fonds	9	-9	0	-9	0
Subvention travaux combles 26-28 Saints Pères	Autres fonds	28	-23	-1	-24	5
Subvention nouvelle Aquitaine Equipement numérique	Fonds de collectivités territoriales	25	-25	0	-25	0
Subvention campus Poitiers	Fonds de collectivités territoriales	614	-560	-1	-561	53
Subvention campus de Dijon	Fonds de collectivités territoriales	116	-86	0	-86	30
Subvention campus du Havre	Fonds de collectivités territoriales	463	-204	-29	-233	230
Subvention Immobilier maintenance locaux	Fonds nationaux	4 280	-3 840	-27	-3 867	413
Subvention travaux et équipement du campus de Nancy	Fonds de collectivités territoriales	2 166	-959	-47	-1 005	1 160
Subvention du campus de Reims	Fonds de collectivités territoriales	99	-46	-20	-66	34
Subvention accueil des personnes en situation de handicap	Autres fonds	342	-342	0	-342	0
	Fonds nationaux	1 174	-630	-46	-676	497
Subvention accessibilité MESR	Fonds nationaux	250	-15	-6	-21	229
Subvention espace convivialité 28 Saints Pères	Fonds nationaux	164	-18	-12	-30	134
Subvention MESR Mise en sécurité	Fonds nationaux	4 000	0	0	0	4 000
Subvention Salles de lecture	Fonds de collectivités territoriales	1 218	-954	-26	-981	237
Subvention Equipex DIME-SHS	Fonds nationaux	251	-251	0	-251	0
Subvention Labex LIEPP	Fonds nationaux	72	-72	0	-72	0
Subvention Idefi Forccast	Fonds nationaux	250	-218	-8	-227	24
Subvention CRIF Pavillon Innovation	Fonds de collectivités territoriales	1 000	-69	-33	-102	898
Subvention CRIF Centre Expérimentation numérique	Fonds de collectivités territoriales	1 000	-79	-37	-116	884
Subvention Ville de Paris Campus 2022	Fonds de collectivités territoriales	2 000	-274	-114	-389	1 611
Subvention CRIF 2021 56 Saint Pères	Fonds de collectivités territoriales	2 000	0	0	0	2 000
Subvention CRIF SESAME	Fonds de collectivités territoriales	400	-33	-19	-52	348
Subvention CRIF Cevipof	Fonds de collectivités territoriales	49	0	0	0	49
SUBV. MESR - Dash Bord	Fonds nationaux	90	0	0	0	90
TOTAL		30 091	-15 190	-526	-15 716	14 374

Le total net des subventions d'investissement s'élève à 14 374 € au 31 décembre 2024, contre 14 811 k€ au 31 décembre 2023. La diminution nette de ces fonds propres (-437 k€) est liée la quote-part de résultat virée au résultat (-526 k€) et l'obtention d'une nouvelle subvention pour 90 k€ pour le financement du Dashboard étudiants.

Les quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (526 k€ en 2024 contre 618 k€ en 2023) couvrent les dotations aux amortissements de l'année des immobilisations financées par ces subventions.

Au 31 décembre 2024, quelques subventions ne font pas l'objet de quote-part virée au compte de résultat car les investissements qu'elles financent ne sont toujours pas mis en service et donc toujours pas amortis.

Autorité versante	Montant initial	Reprise cumulée au 31/12/23	Montant viré au résultat de 2024	Reprise cumulée au 31/12/24	Montant net au 31/12/24
Fonds nationaux	16 876	-10 011	-186	-10 197	6 679
Fonds de collectivités territoriales	12 748	-4 750	-335	-5 085	7 663
Autres fonds	466	-429	-5	-434	32
TOTAL	30 091	-15 190	-526	-15 716	14 374

Les subventions d'investissement proviennent essentiellement de fonds nationaux et de collectivités locales.

2.3.5 Provisions pour risques

En k€	Notes de renvoi	31/12/2023	Augmentations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2024
Perte de change		13	1	-13	0	1
Litiges personnel		432	290	-134	-95	493
Litiges fournisseurs	(1)	68	770	0	0	837
Risques de reversement		23	6	-11	0	18
TOTAL		536	1 067	-158	-95	1 349

1) En 2024 une provision de 713 k€ a été constituée pour faire face à un risque de litiges fournisseurs.

2.3.6 Provisions pour charges

En k€	Notes de renvoi	31/12/2023	Augmentations	Reprise utilisée	Reprise non utilisée	31/12/2024
Engagement retraite	(1)	17 083	1 312	-848	0	17 548
Réorganisation immobilière liée au 56 rue des St Pères	(2)	5 064	2 728	0	0	7 792
TOTAL		22 147	4 040	-848	0	25 340

1) Le calcul de la provision pour indemnité de retraite est confié depuis 2018 à une société de conseil en actuariat spécialisée dans l'accompagnement des entreprises et des institutionnels en matière sociale. La méthode actuarielle utilisée pour cette évaluation est la méthode des unités de crédit projetées (*Projected Unit Credit method*). En 2019, la FNSP a opté pour la comptabilisation de son engagement retraite selon la méthode dite du « corridor ». Ainsi, pour les indemnités de départ en retraite, les pertes/gains actuariels liés à l'expérience et/ou la modification d'hypothèses sont amortis dans les charges futures sur la durée moyenne probable de vie active résiduelle des salariés après application d'un corridor de 10% du maximum entre la valeur des engagements et la valeur des actifs de couverture. Les modifications de régime sont amorties au premier euro sur la même durée résiduelle de vie active.

La valeur des engagements de fin d'année au 31 décembre 2024 s'élève à 15 420 k€ et se décompose de la façon suivante :

- Provision comptabilisée : 17 548 k€ ;
- Pertes et (gains) actuariels restant à amortir (engagements hors bilan) : -2 128 k€.

Les hypothèses démographiques (notamment l'âge de départ théorique) et le taux d'actualisation tiennent compte de la réforme des retraites promulguée en avril 2023.

Le taux moyen de charges retenu est de 51% afin de respecter la réalité économique. Le taux d'actualisation, déterminé en fonction des taux d'émission des obligations du secteur privé de grande qualité (sous-entendu d'entreprises cotées AA et AAA) en euros pour des durations équivalentes à celles des engagements a été revu. En fonction des marchés financier aujourd'hui et compte tenu de la maturité des engagements (13,11 ans), le taux retenu est de 3,10% au 31 décembre 2024 (3,50% au 31 décembre 2023).

L'âge de départ en retraite est fixé en ajoutant à l'âge de début de carrière le nombre de trimestres nécessaires pour liquider la rente sécurité sociale sans abattement. Les carrières longues sont prises en compte dans la mesure où les conditions se sont largement assouplies, elles concernent beaucoup plus de salariés, notamment en raison de l'ajout d'un cas pour les salariés ayant commencé leur carrière avant 21 ans. La table de mortalité utilisée est celle de l'INSEE 2018-2020 homme/femme.

- 2) En 2023 une provision de 5 064 k€ a été constituée pour faire face à des opérations de relogement dans le cadre des travaux de mise en sécurité et accessibilité de l'ERP situé au 56 rue des Saints Pères (l'hôtel de la Meilleraye). À la suite d'une mise à jour de l'évaluation des coûts de relogement, une provision complémentaire a été comptabilisée sur l'exercice 2024 pour un montant de 2 728 k€ portant ainsi la provision à un montant total de 7 792 k€.

2.4. Dettes

2.4.1 Fonds dédiés et reportés

TABLEAU DE VARIATION DES FONDS DÉDIÉS

En k€ Variation des fonds dédiés issue de	À l'ouverture de l'exercice	Reclassement	Reports	Utilisations		Transferts	À la clôture de l'exercice	
				Montant global	dont remboursements		Montant global	dont fonds dédiés correspondant à des projets sans dépense au cours des deux derniers exercices
Subventions d'exploitation & concours publics*	6 171	0	2 356	-2 661	0	0	5 867	357
Projets OFCE*	1 371		11	-316			1 067	
Projet CNRS	350		363	-350			363	
Chaire Outre-Mer	128			-128			0	
Projets Recherches	1 965		205	-470			1 701	28
Projets Enseignements	1 483		937	-898			1 522	
Projets Chaire Santé	482		11	-482			11	
Autres projets	392		829	-17			1 203	329
Contributions financières d'autres organismes	9 740	198	2 654	-3 460	0	0	9 132	0
Projet CHEP	968		760				1 729	
Projets Project Liberty	3 920		232	-1 905			2 247	
Projet Fdt Bque de France	1 485			-382			1 104	
Projets DFC	688			-94			594	
Projets Recherches	497		366	-135			728	
Projets Enseignements	2 179	198	1 296	-942			2 730	
Autres projets	3			-3			0	
Ressources liées à la générosité du public (I + II + III + IV)	9 163	-198	4 745	-3 141	0	0	10 570	268
I - Levée de fonds des particuliers	3 108	0	1 826	-1 128	0	0	3 807	0
Levées de fonds Particuliers	3 108		1 826	-1 128			3 807	
II - Ressources liées au Mécénat	3 312	-198	1 944	-2 014	0	0	3 044	0
Projet Chaire UE	255		360	-241			374	
Programme Mastercard	541			-220			322	
Projet Latour	532		575	-532			575	
Projet Axpo	550		78				628	
Projets Recherches	77		79	-26			131	
Projets Enseignements	1 357	-198	851	-994			1 015	
III - Ressources liées aux investissements pluriannuels	2 484	0	962	0	0	0	3 446	0
Projet Campus 2030	1 567		83				1 649	
Projet 56 rue des St Péres	918		879				1 797	
IV - Ressources liées aux Max Lazard Bourse, Nathan Bourses et Vieux Pressoir	259	0	13	1	0	0	273	268
Max Lazard Bourses	3			1			4	
Nathan Bourses	89						89	89
Vieux Pressoir	166		13				179	179
TOTAL	25 075	0	9 755	-9 262	0	0	25 568	625

Le poste Fonds Dédiés, d'un montant de 25 568 k€ à la clôture 2024, est constitué des engagements nets à réaliser de l'année 2024 pour un montant de +493 k€ et de l'année 2023 pour un montant de 25 075 k€.

2.4.2 Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit

En k€	Notes de renvoi	31/12/2023	Augmentations	Diminutions	31/12/2024
Emprunt Crédit Coopératif 25 M€ imm 13 université		14 533		-885	13 648
Emprunt La Banque Postale 13,2 M€ imm 13 université renegocié	(1)	10 528		-407	10 121
Emprunt La Banque Postale 10 M€ imm 13 rue université		6 455		-327	6 127
Emprunt CDC 4,4 M€ 9 Chaise		3 109		-130	2 978
Emprunt CIC 4,4 M€ 9 Chaise	(2)	3 105		-130	2 975
Emprunt PBB 70M€ acquisition St Thomas	(3)	67 089		-2 388	64 701
Emprunt PBB 80 M€ travaux St Thomas	(4)	69 913		-2 441	67 473
TOTAL		174 731	0	-6 709	168 022

- (1) En décembre 2005, la FNSP a financé l'acquisition de l'immeuble au 13 rue de l'Université et les travaux nécessaires au déménagement par :
- un emprunt de 25 M€ en décembre 2005 sur 30 ans à taux fixe,
 - un emprunt structuré de 15 M€ en novembre 2007 sur 30 ans dont le capital restant dû (13 162 k€) au 1^{er} avril 2015, a été refinancé par un prêt de même montant à échéance 25 ans et à taux fixe.
 - un emprunt de 10 M€ en mars 2008 sur 30 ans à taux fixe.
- (2) En 2011, la FNSP a financé l'acquisition d'un immeuble au 9 rue de la Chaise par deux emprunts de 4,4 M€ chacun.
- (3) En 2016, la FNSP a financé l'acquisition du site de l'hôtel de l'Artillerie par un emprunt courant sur 30 ans, à taux fixe, avec une tranche principale de 70 M€ et une tranche secondaire de 7,5 M€ finançant les intérêts intercalaires à verser à l'issue d'une période différée courant jusqu'à la date de mise en service du bien en novembre 2021.
- (4) En janvier 2018, la FNSP a obtenu un emprunt de 80 M€ servant à financer les travaux du site de l'hôtel de l'Artillerie.

Les emprunts et dettes auprès des établissements de crédit passent de 174 731 k€ au 31 décembre 2023 à 168 022 k€ au 31 décembre 2024. La diminution (- 6 709 k€) correspond aux remboursements des emprunts conformément à leur plan d'amortissement.

Le degré d'exigibilité des dettes financières, emprunt par emprunt, est le suivant :

En k€	Dernière échéance	Solde à rembourser au 31/12/24	Echéance à 1 an au plus (2025)	Echéance à plus d'1 an et 5 ans au plus (2026 à 2029 inclus)	Echéance à plus de 5 ans (à partir de 2030 inclus)
Emprunt Crédit Coopératif 25 M€ imm 13 université	01/02/2036	13 648	919	4 038	8 691
Emprunt La Banque Postale 13,2 M€ imm 13 université ren	01/11/2040	10 121	428	1 936	7 757
Emprunt La Banque Postale 10 M€ imm 13 rue université	01/11/2037	6 127	344	1 560	4 223
Emprunt CDC 4,4 M€ 9 Chaise	01/02/2041	2 978	135	595	2 248
Emprunt CIC 4,4 M€ 9 Chaise	20/02/2041	2 975	135	595	2 244
Emprunt PBB 70M€ acquisition St Thomas	24/12/2046	64 701	2 379	9 367	52 955
Emprunt PBB 80M€ travaux St Thomas	31/12/2047	67 473	2 413	9 303	55 756
TOTAL		168 022	6 753	27 394	133 875

La majeure partie des échéances des emprunts (133 875 k€ sur 168 022 k€) devra être remboursée à partir de l'exercice 2030.

2.4.3 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

En k€	31/12/2024	31/12/2023	Variation
Fournisseurs hors groupe	6 083	4 659	1 424
Fournisseurs groupe	40	51	-12
Retenue de garantie Fournisseurs	0	56	-56
Factures non parvenues hors groupe	5 386	5 418	-32
Factures non parvenues groupe	0	0	0
TOTAL	11 509	10 184	1 325

Les postes « fournisseurs et comptes rattachés » et « Dettes sur immobilisations » sont passés de 10 184 k€ au 31 décembre 2023 à 11 509 k€ au 31 décembre 2024.

La hausse globale de ces postes (+1 325 k€) est due principalement à la hausse des dettes fournisseurs notamment celle de EPAURIF, maître d'œuvre du projet de réhabilitation du 56 rue des St Pères, (+500 k€) et des prestations de gardiennage (+747 k€).

2.4.4 Dettes fiscales et sociales

Les dettes fiscales et sociales s'élèvent à 12 502 k€ au 31 décembre 2024, contre 18 136 k€ au 31 décembre 2023.

Ce poste comprend principalement :

- Les montants dus aux organismes sociaux au titre du 4^{ème} trimestre 2024 (2 783 k€),
- La provision brute correspondant à la rémunération des enseignants (2 336 k€),
- La provision pour congés payés relative à 2024 (3 067 k€).

La baisse de ce poste (-5 635 k€) s'explique notamment par la diminution de la dette due aux organismes sociaux au titre du 4^{ème} trimestre 2024 suite au décaissement fin décembre de la dette d'URSSAF de fin d'année généralement décaissée début janvier de l'année suivante (-4 626 k€), et par une baisse des provisions sur les vacances d'enseignements du fait de la finalisation de la mise en place de la mensualisation du paiement des vacances et d'un moindre niveau provision de fin d'année (-902 k€).

2.4.5 Avances de subventions reçues

Le montant des avances de subventions reçues s'élève à 28 551 k€ au 31 décembre 2024, contre 26 307 k€ au 31 décembre 2023. Cette hausse (+2 243 k€) est liée à de nombreux financements de projets pour lesquels une avance est versée au démarrage. Il s'agit notamment d'avances sur financements ANR pour le projet SPICE-X (+1 602 k€) et le projet TIERED (+1 333 k€).

2.4.6 Autres dettes

Les autres dettes s'élèvent à 4 356 k€ au 31 décembre 2024. Elles se composent principalement des bourses à payer (2 113 k€) et des créanciers divers. Toutes ces dettes sont à moins d'un an.

2.4.7 Produits constatés d'avance et charges à payer

Les produits constatés d'avance s'élèvent à 60 682 k€ à la clôture 2024 et sont constitués principalement de :

- Droits de scolarité et exonérations de droits du 2^{ème} semestre de l'année scolaire 2024/2025 (40 690 k€) ;
- Conventions de financement de contributions financières (10 565 k€) ;
- Conventions de financement de mécénat et partenariat (3 403 k€).

Les charges à payer s'élèvent à 15 046 k€ au 31 décembre 2024 et sont constituées de :

- Charges sociales et fiscales à payer (6 599 k€) ;
- Factures non parvenues (5 386 k€) ;
- Intérêts courus sur emprunts (878 k€) ;
- Charges à payer diverses (2 183 k€).

2.4.8 Degré d'exigibilité des dettes

Le degré d'exigibilité des dettes (hors dettes auprès des établissements de crédit) est détaillé ci-dessous :

En k€	Montant au bilan	Échéance		
		A moins d'un an	A plus d'un an et moins de cinq ans	A plus de cinq ans
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	8 890	8 890		
Dettes sociales et fiscales	12 502	12 502		
Dettes des legs ou donations	2	2		
Dettes sur immobilisations	2 619	2 619		
Avances Subventions	28 551	28 551		
Autres dettes	4 356	4 356		
Produits constatés d'avance	60 682	53 961	6 721	0
TOTAL	117 601	110 880	6 721	0

Les dettes et produits constatés d'avance à moins d'un an s'élèvent à 110 880 k€. Des produits constatés d'avance ont été comptabilisés pour des débouclages entre 2026 et 2029 pour un montant de 6 721 k€.

3. Notes sur le compte de résultat

3.1. Produits d'exploitation

- Les prestations de services s'élèvent à 110 375 k€ et leur ventilation est la suivante :

- . Scolarité (redevances de scolarité, cycles spécifiques, examens d'admission) : 89 902 k€,
- . Formation continue et formation en apprentissage : 18 220 k€,
- . Contrats de recherche, réalisations d'études : 1 460 k€,
- . Parrainages et sponsoring : 793 k€.

- Les concours publics et subventions d'exploitation s'élèvent à 97 805 k€ et englobent :

- . La subvention pour charge de service public (SCSP) du ministère de l'enseignement supérieur et de la recherche : 69 633 k€,
- . Les subventions versées pour l'OFCE par le MESR : 5 042 k€,
- . Les subventions de fonds publics nationaux : 9 588 k€,
- . Les subventions versées par les collectivités locales : 4 146 k€,
- . Les subventions de fonds publics UE : 7 099 k€,
- . La taxe d'apprentissage : 938 k€,
- . Autres subventions et concours publics : 1 358 k€.

- Les produits issus de la générosité du public s'élèvent à 4 996 k€ et sont constitués de :

- . Dons des particuliers : 1 443 k€,
- . Mécénat des entreprises : 3 554 k€.

- Les consommations des dotations consommables s'élèvent à 200 k€. Elles concernent la consommation du fonds AXA.

- Les contributions financières s'élèvent à 8 132 k€, dont 621 k€ de contributions financières non assorties de conventions.

- Les autres produits s'élèvent à 2 276 k€ au total. Ils englobent notamment les recettes de publications, de locations de locaux, photocopies, droits de bibliothèque et diverses prestations.

3.2. Charges d'exploitation

Le poste "Aides financières" comprend principalement les bourses versées soit sur fonds propres (bourses de Sciences Po), soit sur fonds affectés (bourses sur financements extérieurs), les exonérations de droits d'inscription, les subventions octroyées.

3.3. Charges et produits financiers

Le résultat financier est déficitaire de 2 031 k€ à la clôture 2024, contre un déficit de 5 089 k€ à la clôture précédente. Les charges financières, d'un montant de 4 572 k€, sont principalement constituées des intérêts des emprunts (4 537 k€) : les intérêts d'emprunts liés à St Thomas représentent un montant de 3 046 k€ (3 147 k€ en 2023).

Les produits financiers sont principalement constitués de revenus des placements pour 2 330 k€.

3.4. Charges et produits exceptionnels

Le résultat exceptionnel est bénéficiaire de 391 k€ au 31 décembre 2024, pour un bénéfice de 196 k€ au 31 décembre 2023. Les charges exceptionnelles, d'un montant de 199 k€, sont principalement constituées de la perte des fonds USPC IDEX 2018 (70 k€) et du reversement à SOGELYM de 50% des coûts de dépollution remboursés par le ministère des Armées (111 k€).

Les produits exceptionnels (590 k€) sont principalement constitués des quotes-parts de subventions virées au compte de résultat (526 k€).

3.5. Charges et produits vis-à-vis des filiales

En k€	Librairie des Sciences Politiques	Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques	Sciences Po Services
Produits vis-à-vis des filiales	4	43	37
Charges exploitation vis-à-vis des filiales	-250	-92	0
Subventions accordées	0	450	0
TOTAL	-246	402	37

3.6. Contributions volontaires en nature

La FNSP bénéficie de la mise à disposition de personnel MESR (12 996 k€ en 2024) et de personnel CNRS (10 771 k€ en 2024) dont la rémunération est assurée respectivement par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le CNRS. Ces montants correspondent à la rémunération brute chargée (cf. paragraphe 4.1 Effectifs).

D'autre part, elle s'est vu attribuer plusieurs locaux à titre gratuit au fur et à mesure du développement des campus en région dont le montant total évalué représente 5 889 k€ :

- 3 286 mètres carrés pour le campus du Havre laissés à disposition par l'Administration chargée des domaines,
- 4 444 mètres carrés pour le campus de Menton laissés à disposition par la Ville de Menton,
- 2 851 mètres carrés pour le campus de Poitiers laissés à disposition par la Région Nouvelle-Aquitaine,
- 12 085 mètres carrés pour le campus de Reims laissés à disposition par la Communauté urbaine du Grand Reims,
- 3 165 mètres carrés pour le campus de Nancy laissés à disposition par le rectorat de l'académie de Nancy-Metz,
- 1 280 mètres carrés pour le campus de Paris laissés à disposition par l'Administration chargée des domaines.

Ces locaux ont fait l'objet d'une évaluation en 2023 par le cabinet d'expertise Bazin qui a rendu ses rapports détaillés sur les différents locaux. Ces rapports mettent en évidence la valeur locative des bâtiments qui est la méthode retenue pour l'évaluation de cette mise à disposition pour chaque campus.

Autres informations

4.1. Effectifs

L'effectif total est de 1 291 salariés à fin 2024 (dont 917 cadres), contre 1 080 personnes à fin 2023. Il s'agit de l'ensemble des salariés de la FNSP inscrits à l'effectif au 31 décembre et calculés en personnes physiques quel que soit leur temps de travail. Sont exclus les fonctionnaires du MESR et du CNRS (mises à disposition) et les vacataires de l'IEP de Paris. Cet effectif correspond à l'effectif de la Dirrecte servant de base aux déclarations trimestrielles de l'emploi.

A cet effectif s'ajoutent les personnels mis à disposition soit 122 pour les personnels MESR (ETP en temps de travail - quotité) sur la base de l'effectif présent au 31/12/2024 et 94 pour ceux du CNRS. Leur rémunération est assurée respectivement par le Ministère de l'Enseignement Supérieur et de la Recherche et le CNRS.

L'effectif moyen est de 1 343 pour l'année 2024, contre 1 275 en 2023. Cet effectif moyen est déterminé par le décret de novembre 1983. Il correspond à la moyenne des effectifs mensuels en personnes physiques rémunérés par la FNSP. Sont compris dans cet effectif, l'ensemble des salariés de la FNSP auquel s'ajoutent les intérimaires mais hors vacataires de l'IEP de Paris.

4.2. Honoraires du commissaire aux comptes

Les honoraires du commissaire aux comptes relatifs à l'exercice 2024 s'élèvent à 99 k€ :

- 62 k€ au titre du contrôle légal.
- 37 k€ au titre des services autres que la certification des comptes.

4.3. Tableau des filiales

En k€	Notes de renvoi	Valeur brute des titres 31/12/24	Dépréciation	Valeur nette des titres 31/12/24	Capital détenu	Prêts accordés	Comptes courants	Chiffre d'affaires	Capital social	Capitaux propres hors capital social	Résultat du dernier exercice
Librairie des Sciences Politiques	(1)	299	299	0	99,99%	850	0	850	143	-151	-27
Presses de la FNSP	(2)	191	0	191	99,99%	0	-112	797	191	52	42
Sciences Po Services	(2)	37	0	37	100,00%	0	0	50	37	25	-10

(1) exercice clos au 31/08/2024

(2) exercice clos au 31/12/2024

4.4. Engagements hors bilan reçus

- Garantie, à première demande, de la collectivité territoriale Ville de Paris en faveur de la banque Deutsche Pfandbriefbank finançant l'acquisition de l'Hôtel de l'Artillerie. Le montant de la garantie s'élève à 75 % du financement du prix d'acquisition (77 495 k€) soit 58 121 k€ à titre de principal à l'issue de la période de différé d'amortissement, majoré forfaitairement de 10% soit 5 812 k€ couvrant les intérêts, intérêts de retard et autres frais accessoires.

Compte tenu des intérêts courus durant la période intermédiaire, le montant de cette garantie s'élève à 53 378 k€ au 31 décembre 2024 (dont 48 526 k€ à titre principal et 4 853 k€ au titre des intérêts).

- Garantie, à première demande, de la collectivité territoriale Ville de Paris en faveur de la banque Deutsche Pfandbriefbank finançant les travaux de l'Hôtel de l'Artillerie.

Le montant de la garantie s'élève à 75 % du financement des travaux (80 000 k€) soit 60 000 k€ à titre de principal à l'issue de la période de différé d'amortissement majoré forfaitairement de 10% soit 6 000 k€ couvrant les intérêts, intérêts de retard et autres frais accessoires.

Compte tenu des tirages effectués sur l'emprunt travaux, le montant de cette garantie s'élève à 55 665 k€ au 31 décembre 2024 (dont 50 604 k€ à titre principal et 5 060 k€ au titre des intérêts).

Conventions de mécénats et de contributions financières pour les montants suivants :

Project Liberty Foundation : 3 026 k€

Fondation David R. Graham : 2 277 k€

European Investment Bank : 100 k€

Central European University : 63K€

Fondation Lambert Mellon : 394 k€

France Télévision : 86 k€

CVEC : 266 k€

Université Metropolitan Oslo : 4 k€

Il s'agit de conventions pluri annuelles pour lesquelles il existe des conditions suspensives. Ces sommes sont acquises dès la condition levée.

4.5. Engagements hors bilan donnés

Les contrats d'emprunts conclus avec la banque Deutsche Pfandbriefbank le 23 décembre 2016 et le 23 janvier 2018 prévoient les engagements suivants à la charge de la FNSP :

1/ Sûretés consenties au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de La Banque Postale en garantie des sommes empruntées :

Prêt acquisition du 23/12/2016 :

- Privilège de Prêteur de Deniers (PPD) à hauteur de la première tranche de l'emprunt soit 52 500 k€ majoré forfaitairement de 10 % pour frais accessoire soit 5 250 k€. Ce privilège est inscrit sur l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie.

- Hypothèque conventionnelle de l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie à hauteur de l'emprunt à rembourser sur la tranche secondaire de 7 500 k€ majoré de 10% soit 750 k€ correspondant aux frais accessoires. Compte-tenu du montant de l'emprunt au 31 décembre 2024 soit 6 257 k€ sur la tranche secondaire, le montant garanti est de 6 883 k€ à fin 2024 (dont 6 257 k€ à titre principal et 626 k€ au titre des frais accessoires).

- Hypothèques des Immeubles situés au 27 et 30 rue Saint-Guillaume à hauteur de 23 000 k€ (comprenant forfaitairement 15% de frais accessoires soit 3 000 k€) au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de la Banque Postale. Compte-tenu du montant de l'emprunt, le montant de cette garantie s'élève à 18 601 k€ au 31 décembre 2024 (dont 16 175 k€ à titre principal et 2 426 k€ au titre des frais accessoires).

Prêt travaux du 23/01/2018 :

- Hypothèque conventionnelle de l'ensemble immobilier Hôtel de l'Artillerie à hauteur de 60 000 k€ majoré de 10% soit 6 000 k€ correspondant aux frais accessoires. Compte-tenu du montant de l'emprunt au 31 décembre 2024 soit 67 473 k€, sur la tranche secondaire le montant garanti est de 55 665 k€ à fin 2024 (dont 50 604 k€ à titre principal et 5 060 k€ au titre des frais accessoires).

- Hypothèques des Immeubles situés au 56 rue des Saints Pères et du 13 Rue de l'Université à hauteur de 23 000 k€ (comprenant forfaitairement 15% de frais accessoires soit 3 000 k€) au profit de la Deutsche Pfandbriefbank et de la Banque Postale. Compte-tenu du montant de l'emprunt au 31 décembre 2024 soit 67 473 k€, sur la tranche secondaire le montant garanti est de 19 398 k€ à fin 2024 (dont 16 868 k€ à titre principal et 2 530 k€ au titre des frais accessoires).

2 / Provision pour indemnité de retraite :

+2 128 k€ de gains actuariels non encore reconnus, et qui seront reconnus en résultat selon la méthode décrite en 2.3.6 1.

3/ Autres garanties :

- Nantissement du principal compte courant bancaire en garantie des paiements ;

- Cession Dailly des indemnités d'assurances au titre des polices souscrites par la FNSP pour l'Artillerie ;

L'acte de cession du 23/12/2016 prévoit par ailleurs les engagements de la FNSP suivants :

- Versement d'un complément de prix à l'Etat si la surface utile du bien s'avérait supérieure à 14 582 m² (surfaces brutes) à l'achèvement des travaux et ce, dans un délai de 10 ans à compter de la signature de l'acte ;
 - Obligation d'affecter le bien aux activités de Sciences Po pendant 30 ans et à une activité d'enseignement supérieur et de recherche pendant une période supplémentaire de 20 ans. Les loyers versés par des occupants dont les activités seraient autres seraient reversés à l'Etat.
 - En cas de revente de l'hôtel de l'Artillerie trente ans après la date de signature de l'acte, 100 % de la plus-value nette devra être reversé à l'Etat, cette part passant à 50% à l'issue de cette période.
 - Dans le cadre des emprunts Artillerie, l'Emprunteur s'engage, à ce qu'à chaque Date de Test, le Ratio ADCSR Futur et le Ratio ADSCR Historique soient supérieurs ou égaux à un virgule dix (1,10), le ratio LLCR soit supérieur ou égal à un virgule quinze (1,15) et le ratio LTV soit inférieur ou égal à cinquante pour cent (50%). Les dates de test pour le Ratio LLCR et le Ratio ADSCR Futur surviendront à chaque fin de semestre, à compter du 31 décembre 2021. Le ratio ADSCR Historique a été calculé pour la première fois au 31/12/2022.
- À la suite de la signature d'avenants aux contrats de prêt en date du 20 décembre 2023, il a été décidé de supprimer les effets d'un non-respect du Ratio ADSCR Historique minimum et du Ratio ADSCR Futur minimum, qui ne pourront plus être constitutifs d'un Cas d'Exigibilité Anticipée. Ces ratios ne seront désormais fournis qu'à titre de simple information à chaque Date de Test.
- En contrepartie, les Emprunteurs ont proposé de substituer à ces engagements financiers un nouvel engagement financier relatif au maintien à tout moment par l'Emprunteur d'un montant minimum de trésorerie de 50 (cinquante) millions d'euros, correspondant à l'équivalent de 5 ans de service de la dette.

Définitions des ratios :

"Ratio ADSCR Futur" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) le Cash-Flow Futur sur une période de test de douze (12) mois débutant à la Date de Test (exclue) (au numérateur) ; et
- (b) le Service de la Dette sur la même période que celle visée au (a) (au dénominateur).

"Ratio ADSCR Historique" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) le Cash-Flow Historique sur une période de test de douze (12) mois s'achevant à la Date de Test (incluse) (au numérateur) ; et
- (b) le Service de la Dette sur la même période que celle visée au (a) (au dénominateur).

"Ratio LLCR" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) la valeur actuelle nette (actualisée au taux moyen de l'ensemble de la Dette Financière Ratios de l'Emprunteur) du Cash-Flow Futur calculé jusqu'à la Date d'Échéance Finale majorée du solde du Compte de Réserve à la Date de Test donnée (au numérateur) ; et
- (b) l'encours de l'ensemble de la Dette Financière Ratios de l'Emprunteur à la Date de Test considérée (au dénominateur).

"Ratio LTV" désigne, à une Date de Test donnée, le rapport entre :

- (a) l'Encours de la Tranche B des emprunts (au numérateur) ; et
- (b) la Valeur de Marché des Immeubles données en hypothèques telle que déterminée par l'Expert Immobilier dans le dernier Rapport d'Expertise remis à l'Agent (au dénominateur)

- Au cours de l'exercice 2024 la FNSP a émis deux cautions internationales au profit du département US Education dans le cadre des Federal Loans pour des montants respectifs de 740 k\$ et 150 k\$.

5. Tableau de rapprochement entre le compte de résultat et le Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

Ce tableau permet de rapprocher l'affectation des charges présentées dans le compte de résultat du présent document avec le CROD et ainsi répartir les charges entre Missions Sociales, Frais de recherches de Fonds et Frais de Fonctionnement.

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION AU 31 DECEMBRE 2024 (en K€)

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CHARGES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales				Frais de recherche de fonds		Frais de fonctionnement	Dotations aux provisions	Reports en fonds dédiés	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France		Réalisées à l'étranger							
	par l'organisme	versements à d'autres organismes	par l'organisme	Versements à d'autres organismes	Générosité du public	Autres ressources				
Autres achats et charges externes	42 940		103		56	153	3 262			46 514
Aides financières	15 015						13			15 028
Impôts, Taxes et versements assimilés	1 245		0		3	19	1 143			2 410
Salaires et Traitements	75 826		1		184	897	13 642			90 549
Charges sociales	35 328		0		93	451	6 845			42 718
Dotations aux amortissements et dépréciations	9 159				0	22	1 907	6 239		17 329
Reports en fonds dédiés									9 755	9 755
Autres charges	1 396				1	5	1 520			2 923
Charges financières	12					0	4 541	19		4 572
Charges exceptionnelles	16						183			199
TOTAL	180 937	0	104	0	338	1 547	33 057	6 258	9 755	231 996

TABLEAU DE RAPPROCHEMENT ENTRE LES CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES DU COMPTE DE RESULTAT ET DU COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION	Missions sociales		Frais de recherche de fonds	Frais de fonctionnement	TOTAL COMPTE DE RESULTAT
	Réalisées en France	Réalisées à l'étranger			
Secours en nature					
Mises à disposition gratuites de biens	5 889				5 889
Prestations de services	23 767				23 767
TOTAL	29 656	0	0	0	29 656

6. Compte de Résultat par Origine et Destination (CROD)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE DE RESULTAT PAR ORIGINE ET DESTINATION AU 31 DECEMBRE 2024 (en K€)

A. PRODUITS ET CHARGES PAR ORIGINE ET DESTINATION	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Produits liés à la générosité du public				
1.2. Dons, legs et mécénat				
- dons manuels	1 443	1 443	1 468	1 468
- legs, donations et assurances-vie	0	0	0	0
- mécénat	3 554	3 554	4 115	4 115
1.3. Autres produits liés à la générosité du public				
2. Produits non liés à la générosité du public				
2.1. Cotisations avec contrepartie				
2.2. Parrainage des entreprises	793		936	
2.3. Contributions financières sans contrepartie	8 332		8 207	
2.4. Autres produits non liés à la générosité du public	114 891		105 374	
3. Subventions et autres concours publics	97 805		95 296	
4. Reprises sur provisions et dépréciations	1 654		2 576	
5. Utilisation des fonds dédiés antérieurs	9 262	3 141	7 931	2 996
TOTAL	237 732	8 137	225 903	8 579
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Missions sociales				
1.1. Réalisées en France				
- Actions réalisées par l'organisme	180 937	3 055	171 800	2 404
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
1.2. Réalisées à l'étranger				
- Actions réalisées par l'organisme	104		34	
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en France				
2. Frais de recherche de fonds				
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	338	338	429	429
2.2. Frais de recherche d'autres ressources	1 547		1 709	
3. Frais de fonctionnement	33 057		32 613	
4. Dotations aux provisions et dépréciations	6 258		5 867	
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	9 755	4 745	10 778	5 746
TOTAL	231 996	8 137	223 229	8 579
EXCÉDENT OU DÉFICIT	5 736	0	2 674	0

B. CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2024		31/12/2023	
	TOTAL	Dont générosité du public	TOTAL	Dont générosité du public
PRODUITS PAR ORIGINE				
1. Contributions volontaires liés à la générosité du public				
Prestations en nature				
Dons en nature				
2. Contributions volontaires non liées à la générosité du public				
3. Concours publics en nature				
Prestations en nature	29 656		29 841	
Dons en nature				
TOTAL	29 656		29 841	
CHARGES PAR DESTINATION				
1. Contributions volontaires aux missions sociales				
Réalisées en France	29 656		29 841	
Réalisées à l'étranger				
2. Contributions volontaires à la recherche des fonds				
3. Contributions volontaires au fonctionnement				
TOTAL	29 656		29 841	

7. Compte Emplois Ressources (CER)

FONDATION NATIONALE DES SCIENCES POLITIQUES

COMPTE D'EMPLOI ANNUEL DES RESSOURCES COLLECTEES AUPRES DU PUBLIC AU 31 DECEMBRE 2024 (en K€)

EMPLOIS PAR DESTINATIONS	31/12/2024	31/12/2023	RESSOURCES PAR ORIGINE	31/12/2024	31/12/2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Missions sociales			1. Ressources liées à la générosité du public		
1.1. Réalisées en France			1.1. Cotisations sans contrepartie		
- Actions réalisées par l'organisme	3 055	2 404	1.2. Dons, legs et mécénat	1 443	1 468
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant en			- dons manuels		
1.2. Réalisées à l'étranger			- legs, donations et assurances-vie	3 554	4 115
- Actions réalisées par l'organisme			- mécénat		
- Versement à un organisme central ou à d'autres organismes agissant à			1.3. Autres produits liés à la générosité du public		
2. Frais de recherche de fonds					
2.1. Frais d'appel à la générosité du public	338	429			
2.2. Frais de recherche d'autres ressources					
3. Frais de fonctionnement					
TOTAL DES EMPLOIS	3 392	2 833	TOTAL DES RESSOURCES	4 996	5 583
4. Dotations aux provisions et dépréciations			2. Reprises sur provisions et dépréciations		
5. Reports en fonds dédiés de l'exercice	4 745	5 746	3. Utilisation des fonds dédiés antérieurs	3 141	2 996
EXCEDENT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE	0	0	DEFICIT DE LA GENEROSITE DU PUBLIC DE L'EXERCICE		
TOTAL	8 137	8 579	TOTAL	8 137	8 579
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	31/12/2024	31/12/2023
			(+) Excédent ou (-) Insuffisance de la générosité du public		
			(-) Investissements et (+) désinvestissements nets liés à la générosité du public de l'exercice		
			RESSOURCES REPORTEES LIEES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE (HORS FONDS DEDIES)	0	0
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE	31/12/2024	31/12/2023		31/12/2024	31/12/2023
EMPLOIS DE L'EXERCICE			RESSOURCES DE L'EXERCICE		
1. Contributions volontaires aux missions sociales			1. Contributions volontaires liées à la générosité du public		
Réalisées en France			Prestations en nature		
Réalisées à l'étranger			Dons en nature		
2. Contributions volontaires à la recherche des fonds					
3. Contributions volontaires au fonctionnement					
TOTAL	0	0	TOTAL	0	0
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC	31/12/2024	31/12/2023			
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN DEBUT D'EXERCICE	9 163	6 413			
(-) Utilisation	-3 141	-2 996			
(-) Transfert	-198				
(+) Report	4 745	5 746			
FONDS DEDIES LIES A LA GENEROSITE DU PUBLIC EN FIN D'EXERCICE	10 570	9 163			

8. Annexe au CROD et CER

La Fondation fait appel, depuis 2007, à la générosité du public et plus particulièrement auprès des diplômés de l'Institut.

L'exercice 2024 ne présente pas d'évènements majeurs.

8.1. Présentation générale du CROD & CER

Pour le CROD comme pour le CER :

- Les tableaux sont établis en milliers d'euros (k€) ;
- Les charges sont réparties entre les missions sociales en France et à l'étranger, les frais de recherche de fonds (et de gestion) liés à la collecte des ressources et, enfin, les frais de fonctionnement ;
- Ils permettent d'identifier l'excédent ou le déficit lié à la générosité du public ;

Le CER permet de suivre, d'un exercice à l'autre, le report des sommes collectées auprès du public, disponibles pour une utilisation ultérieure.

Le CER 2024 présente les « ressources reportées liées à la générosité du public » en début et fin d'exercice. Ce stock est nul, l'ensemble des ressources issues de la générosité du public est consommé sur l'exercice ou constaté en fonds dédiés à la clôture le cas échéant.

8.2. Processus d'élaboration du CROD et CER

La définition des missions sociales relève des statuts de Sciences Po et leur mise en œuvre est assurée par la gouvernance de la Fondation en respect des dispositions statutaires. Les quatre missions institutionnelles sont présentées au §1.1 « informations relatives à la fondation ».

La FNSP dispose d'une comptabilité analytique (chaque centre de gestion et de responsabilité -CGR- est rattaché à une mission institutionnelle) lui permettant de déterminer l'utilisation des ressources de manière précise. Les emplois font l'objet d'une décomposition analytique précise. Afin d'affecter les charges indirectes, des clefs de répartition ont été définies. Ces clefs sont en lien avec les moyens d'exploitation à répartir. Ainsi, les effectifs, les mètres carrés utilisés, les dépenses, etc. constituent, selon la nature des charges indirectes, des critères de répartition de ces dernières. Ces clefs sont analysées et actualisées chaque année. La fondation répartit ainsi les dépenses transversales entre frais de fonctionnement, frais de recherche et de traitement des ressources.

8.3 Détail des ressources collectées auprès du public

Les ressources collectées auprès du public s'élèvent à 4 996 k€ dont 1 443 K€ de dons manuels et 3 554 k€ de mécénats (cf. §3.1 Produits d'exploitation).

8.4 Modalités de répartition des emplois et des ressources

Les ressources liées à la générosité du public s'entendent des dons réalisés :

- par les particuliers lors de campagnes d'appel à la générosité du public sous forme de mailings, de e-mailing, ou de communications sur le site Internet de la Fondation,
- dans le cadre du mécénat des entreprises.

Les « autres produits liés à la générosité du public » comprennent notamment les produits financiers liés aux placements temporaires des dons.

La répartition des emplois de l'exercice entre missions sociales, frais de recherche de fonds et frais de fonctionnement est assurée grâce à l'analytique dont dispose la FNSP.

En ce qui concerne les frais d'appel à la générosité du public, la Fondation a assuré la totalité du financement à partir des produits des dons non affectés retirés des campagnes d'appel. En outre, les frais de recherche investis pour le développement de l'activité de collecte de fonds permettent de faire connaître les besoins en financement de l'Institution et renforcent les liens de confiance avec les donateurs tant en France qu'à l'étranger.

Les fonds collectés issus de la générosité du public ont permis, notamment, d'attribuer des bourses et des aides au logement au bénéfice des étudiants, de soutenir les activités des écoles et la recherche, notamment, en favorisant la venue de Professeurs invités étrangers et la mobilité de jeunes chercheurs.

8.5 État des effectifs bénévoles s'il y a appel public au bénévolat

Il n'y a pas de bénévole.